

**John
WESSELS**

AFP



PRIS AU PIÈGE EN RDC

Coups de klaxon frénétiques. L'ouverture de l'imposant portail se déclenche. Une petite voiture bleue s'engouffre à l'intérieur, les portières s'ouvrent: deux hommes en sueur, couverts de sang, tiennent un corps dans leurs bras. J'ai du mal à respirer, le cœur qui cogne ; on sort le corps de la voiture. Est-il encore en vie ? Une infirmière vérifie le pouls. Rossy Mukendi, militant, professeur d'université et père de deux enfants, est déclaré mort. Il aurait été abattu par les forces de l'ordre lors d'une manifestation politique.

Nous sommes à Kinshasa, le 25 février 2018.

Alors que le climat politique étouffant continue de peser sur la vie de millions de Congolais dans les grandes villes du pays, des conflits locaux ont été ravivés dans des régions qu'on pensait en paix, et de nouveaux conflits ont émergé successivement. Je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi. Et pourquoi maintenant ?

Depuis des décennies, la République démocratique du Congo est rongée par les crises politiques, les conflits et la cupidité. Depuis des décennies, les Congolais subissent et résistent.

Dans l'ouest du pays, sur la rive sud du fleuve Congo, 13 millions d'âmes luttent pour mener une vie normale, piégés dans les rues saturées et irrespirables de Kinshasa. Depuis la fin théorique de son deuxième mandat, le 19 décembre 2016, le président Joseph Kabila refuse de lâcher les rênes du pouvoir. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale pour réclamer sa démission. Dernièrement, des manifestants ont été tués et des milliers de voix réduites au silence. La liberté d'exprimer des opinions politiques différentes est de plus en plus réprimée. L'élection présidentielle a été reportée à deux reprises et est actuellement annoncée pour le mois de décembre 2018.

L'est du pays regorge de milices ; elles sont près de 120 à se disputer les abondantes ressources minérales. Des années de combats avec les forces gouvernementales ont provoqué le déplacement de millions de Congolais, à l'intérieur du pays ou dans les pays limitrophes ; des communautés entières ont été déplacées à plusieurs reprises, vouées à l'errance dans un cycle qui semble sans fin.

La province du Kasai, au centre de la RDC, était auparavant une région paisible. Mais vers la fin 2016, un violent conflit a éclaté entre la milice locale Kamuina Nsapu et les forces armées. Les FARDC (Forces armées de la RDC) ont tué un chef local, célèbre opposant du président Kabila, déclenchant une crise

qui s'est transformée en conflit sur fond de rivalités ethniques. Des chiffres accablants: plus de 3 000 morts et 1,4 million de déplacés à l'intérieur même de la province, et un plus grand nombre encore de réfugiés dans le nord de l'Angola. En octobre 2017, quatre saisons consécutives de récoltes avaient été perdues et les réserves étaient épuisées ; la famine et la mort menaçaient des centaines de milliers de personnes.

Au nord-est, la province de l'Ituri, sur les rives du lac Albert, est peuplée majoritairement de Hema (éleveurs) et de Lendu (agriculteurs). Ici, dans le vaste lac situé à cheval entre la RDC et l'Ouganda, une réserve de pétrole a récemment été découverte, d'un potentiel de production estimé à des milliards de barils. Les Hema et les Lendu se disputent ces terres depuis longtemps. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, ce conflit tribal s'était transformé en une guerre brutale et plus large, alimentée par le Rwanda et l'Ouganda qui menaient une guerre par procuration pour prendre le contrôle des richesses minières. Les combats avaient fait alors 50 000 morts et, de nouveau, des communautés entières avaient été obligées de fuir. Un processus de médiation et l'intervention d'une force internationale de maintien de la paix avaient réussi à faire reculer la violence, et les communautés déplacées avaient pu retrouver leurs villages, leurs terres et leur bétail. Mais à la fin de 2017, le conflit a repris, et ceux qui avaient survécu aux machettes, à la violence et aux déplacements forcés se sont vus revivre le même cauchemar. Les villages Lendu ont été ciblés par une série d'attaques ; les assaillants armés de machettes ont mis le feu aux maisons et aux champs. Des milliers de villageois se sont rués vers les rives du lac Albert dans l'espoir de pouvoir effectuer la traversée vers l'Ouganda qui accueillait déjà plus de 80 000 réfugiés de la province de l'Ituri. En quelques semaines, les propriétaires d'embarcations ont triplé le prix du passage et de nombreux villageois sont restés piégés sur la rive congolaise du lac, vivant dans la crainte perpétuelle d'une nouvelle attaque, réduits au désespoir.

Il n'y a, semble-t-il, aucune issue. Dans ce contexte de climat politique étouffant, de conflits prêts à éclater, de déplacements massifs et de malnutrition, on ne peut que s'interroger : quand les Congolais pourront-ils enfin respirer ?

John Wessels
Kinshasa, juin 2018



Une Congolaise blessée par balle et amputée.
Depuis août 2016, le conflit dans la province du Kasai,
entre la milice locale Kamwina Nsapu et les militaires
de l'armée congolaise, a déplacé plus de 1,4 million de
personnes. Tshikapa, RDC, 23 octobre 2017.
© John Wessels / AFP

A Congolese woman who was shot in the arm.
Since August 2016, in Kasai Province, 1.4 million people,
now internally displaced, have fled conflict between
Kamwina Nsapu, the local militia, and government troops.
Tshikapa, DRC, October 23, 2017.
© John Wessels / AFP

TRAPPED IN THE DRC

Frantic hooting of the car horn. The big solid gate is unlocked and opens. A small blue car races inside, and the doors are flung open: two men covered in sweat and blood are cradling a body. The air thickens, my heart starts to race; the body is finally pulled out. Is he still alive? A nurse checks his pulse. Rossy Mukendi, a father of two, university lecturer and activist, is pronounced dead. It is alleged that he was shot by police forces during a political protest.

This is Kinshasa, February 25, 2018.

Whilst this stifling political climate continues to impact the lives of the millions of Congolese in the main cities, local conflicts have been revived in areas long considered peaceful, and new ones have emerged in waves. I cannot help but ask "Why?" And "Why now?"

For decades, the Democratic Republic of the Congo has been marred by political turmoil, conflict and greed. For decades, the Congolese people have endured the consequences and fought back.

In the west of the country, 13 million souls struggle to lead a normal existence, up against the southern bank of the Congo River, trapped within the congested, smoke-filled streets of Kinshasa. Since President Joseph Kabila reached the end of his term of office on December 19, 2016, thousands have taken to the streets of the capital with more protests, calling for the president to resign. Recently, protesters have been killed and thousands of voices silenced; any scope for expressing differing political points of view has become narrower and narrower.

The east of the country is teeming with militia groups, around 120 of them, all competing for the rich mineral resources. Years of fighting with government forces have seen millions of Congolese displaced both internally and across borders, with entire communities displaced again and again in what appears to be a never-ending cycle.

President Joseph Kabila's second term of office ended, in theory, two years ago, but so far he has managed to maintain his grip on power. The presidential election has been deferred two times, and is now scheduled for December 2018.

Kasai Province is historically a peaceful region in the center of the DRC. Yet, towards the end of 2016, a violent conflict erupted between the local Kamuina Nsapu militia and government forces. The FARDC (Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo) killed a local chief who was a well-known critic of

President Kabila, triggering a crisis that developed into a conflict with underlying ethnic rivalries. The figures are staggering: an estimated 3000 dead and more than 1.4 million persons displaced just within the province itself, plus more refugees going to northern Angola. By October 2017, four crop seasons had been lost and the granary in Kasai Province was depleted, and hundreds of thousands of people were facing malnutrition and death.

The Hema (cattle herders) and the Lendu (farmers) make up a large proportion of the population in the north-eastern province of Ituri, on the shores of Lake Albert. Here, in this vast expanse of water in both the DRC and Uganda oil was recently discovered, and it has been estimated that there is an underwater oil with potential production of billions of barrels of oil. The Hema and the Lendu have been fighting over this land for a long time, and by the late 1990s and early 2000s what was once a tribal conflict had become a more extensive and more brutal war stoked by Rwanda and Uganda waging a war by proxy inside DRC borders to gain control of the rich mineral resources. The death toll has reached 50,000 and, yet again, fighting has meant that entire communities have been forcibly displaced. Mediation, together with the presence of an international peacekeeping forces, eventually quelled the violence, and communities were able to return to their villages, fields and cattle. But by late 2017, the conflict had flared up again, and those who had survived the machetes, the violence and forced displacements saw themselves falling back into the same nightmare. Attacks came in waves, targeting Lendu villages with assailants charged with machetes, setting fire to houses and fields. Thousands scrambled to reach the shores of Lake Albert, hoping to find a safe passage to Uganda which was now home to more than 80,000 refugees from Ituri Province. Prices charged by boat-owners trebled within a few weeks, and many have been left stranded on the Congolese side of the lake, living in fear, haunted by the prospect of an imminent attack, and devoid of hope.

There is, apparently, no way out. Against the backdrop of the suffocating political climate, simmering conflicts, mass displacements, and malnutrition, we can only wonder when the Congolese people will finally be able to breathe.



Le roi et la reine de l'université avant la cérémonie d'accueil des étudiants de première année.
Beni, RDC, 3 février 2018.
© John Wessels / AFP

The university King and Queen before the ceremony welcoming first year students.
Beni, DRC, February 3, 2018.
© John Wessels / AFP

JOHN WESSELS (Johannesburg, 1987), started his photojournalism career in 2014 whilst working as a survey engineer in Maputo, Mozambique. In 2015 he completed the Photojournalism and Documentary Course at the Market Photo Workshop in Johannesburg, and in 2016 started freelancing for AFP and other media in Southern Africa. Since 2017, he has been based in Kinshasa, Democratic Republic of the Congo, where he is a stringer for AFP and has regular assignments from NGOs such as MSF, UNHCR and OXFAM, covering humanitarian issues throughout the DRC.



Des déplacés internes congolais rejoignent la rive après avoir passé la nuit en sécurité au milieu du lac Albert.
Tchomia, RDC, 5 mars 2018.
© John Wessels / AFP

Internally displaced Congolese returning to the shore after spending the night out on Lake Albert for safety.
Chomia, DRC, March 5, 2018.
© John Wessels / AFP